

L'université : une institution à refonder

Jacques Pelletier,
Professeur associé au département d'études littéraires de l'UQAM, auteur de
L'université : fin de partie (Éditions Varia, 2017), membre du collectif Debout pour
l'école !

L'université aurait-elle atteint le stade terminal, celui qui annonce et préfigure une disparition définitive ? Si je formule la question en ces termes apocalyptiques, c'est que j'estime que nous en sommes, hélas ! rendus là.

Les universités, en tant qu'établissements portant ce titre prestigieux, ne s'évaporeront pas pour autant. On peut même penser qu'elles ne feront que se multiplier et se diversifier, au rythme de la croissance de la demande de main-d'œuvre spécialisée que réclame le marché du travail et de la prolifération des « besoins » générés par nos sociétés d'hyper consommation. Cette expansion risque toutefois de s'avérer un leurre, dissimulant et masquant la disparition de l'idée fondatrice de l'université telle que nous l'avons connue jusqu'ici et des formes concrètes dans lesquelles elle s'est incarnée historiquement.

Espace de réflexion ou entreprise ?

L'université demeure-t-elle toujours le lieu privilégié de transmission et de production du savoir, un espace de réflexion dans lequel l'enseignement et la recherche autonome, indépendante, occupent la place centrale, bref une communauté d'étudiants et de professeurs constituant une sorte d'« intellectuel collectif » s'interrogeant sur les fondements et les finalités de l'activité humaine et du monde dans lequel elle se déploie ?

N'est-elle devenue surtout une organisation visant la formation du « capital humain », des spécialistes et des techniciens réclamés par les entreprises, un lieu de formation professionnelle au sens étroit du terme, dont les enseignements et les recherches doivent être déterminés par les besoins du marché et de l'État ? L'université actuelle apparaît effectivement, ainsi que la conçoit le recteur de l'Université de Montréal, comme une fabrique de cerveaux qui doit être prise en charge par des gestionnaires de profession, selon le modèle hiérarchique qui caractérise l'entreprise privée visant la rentabilité et le profit, régie par des critères d'efficacité et d'efficience évoqués comme des mantras.

C'est ce modèle qui s'est imposé par glissements successifs au cours des dernières décennies à travers un ensemble de dispositifs — la création de chaires de recherche, les salaires différenciés en fonction du « marché » des disciplines (avec les départements d'économie au sommet de l'échelle bien entendu), la distinction de catégories de professeurs : chercheurs et enseignants, avec survalorisation des chercheurs largement subventionnés, etc. — qui ont constitué autant d'avancées dans la mise en place du nouveau modèle. Les étudiants y sont devenus, dans les faits, des « clients » (à recruter par une publicité agressive) auxquels l'entreprise offre des services, ce sont des utilisateurs-payeurs en quelque sorte, et les professeurs sont appelés à se transformer en

« dispensateurs de services » et en chercheurs subordonnés aux demandes de l'État (et de ses organismes subventionnaires) et des compagnies privées dont ils ne déterminent ni les orientations ni les priorités.

Des États généraux pour une refondation

Face à ce modèle aujourd'hui dominant sous de nombreuses formes et de multiples avatars, une prise de conscience collective s'impose. Elle pourrait prendre la forme de Rencontres citoyennes sur l'université et l'enseignement supérieur, d'États généraux de la société civile sur cet enjeu crucial. Cette formule n'est pas miraculeuse bien entendu et il ne faudrait pas tout miser sur elle. Mais elle peut fournir le cadre et l'occasion d'une réflexion commune. Il lui est même arrivé de favoriser des changements majeurs dans certaines circonstances, voire de précipiter des révolutions !

L'idée n'est pas nouvelle, elle circule depuis au moins une dizaine d'années, mais elle n'a vraiment pris son envol que tout récemment.

Une première grande réunion publique a eu lieu en effet à Québec du 18 au 20 mai 2017 à l'initiative de syndicats et d'organisations du milieu, notamment de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU). La réflexion, alors amorcée, s'est poursuivie l'an dernier et demeure à prolonger et à approfondir en élargissant le cercle des participants.

Il s'agit d'une initiative stimulante. Il faut souhaiter qu'elle donne lieu à l'élaboration d'un projet de restructuration qui puisse incarner concrètement l'idéal de collégialité réaffirmé vigoureusement par les participants et qui pourrait faire l'objet d'une lutte commune. Il devient urgent que l'esprit de l'autonomie et de l'émancipation, qui avait soufflé un temps sur les universités dans le contexte effervescent de 1968, trouve une forme organisationnelle et structurelle qui pourrait faire de cette institution un véritable « bien commun » accessible à tous et géré collectivement.

Faute de quoi, dans le contexte de passivité et de résignation qui sévit actuellement, il risque fort de ne rester bientôt plus que le requiem d'une université défunte à entonner.